

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 22/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEOSSE - Saint-Lon-les-Mines

route de Peyrehorade
40300 Saint-Lon-Les-Mines
40300 Saint-Lon-Les-Mines

Références : -
Code AIOT : 0005201847

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement SEOSSE - Saint-Lon-les-Mines implanté route de Peyrehorade 40300 Saint-Lon-Les-Mines 40300 Saint-Lon-les-Mines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans les installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEOSSE - Saint-Lon-les-Mines
- route de Peyrehorade 40300 Saint-Lon-Les-Mines 40300 Saint-Lon-les-Mines
- Code AIOT : 0005201847
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ECO TRANSFORMATION réalise des activités de collecte, stockage, broyage, tri et préparation de déchets de bois de classe A et B.

Les déchets de bois traités sur le site sont destinés à la combustion biomasse (valorisation énergétique) ou à la fabrication de panneaux de particules (valorisation matière).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	3 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en conformité ses capacités de rétention et transmettre un état des stocks des produits chimiques à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <i>Article 31 :</i> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. [...] <i>Article 35 :</i> Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les principaux produits chimiques stockés sur le site sont des huiles (entretien courant des engins / changement des flexibles) et du fioul (rechargement des engins). L'exploitant présente, sur son réseau informatique, le répertoire des fiches de données de sécurité (FDS). Il est constaté, dans l'atelier de maintenance, la présence de ces FDS accessibles à tous les employés du site. Par échantillonnage, est contrôlée la FDS du produit chimique suivant : HYDROFLO CT (huile moteur). Cette fiche est en français et la dernière mise à jour date du 28 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]
Constats :

<p>En cas de déversement de produit chimique, l'exploitant indique qu'il existe une procédure d'obturation du bassin tampon consistant en la fermeture d'une vanne. Aucun exercice n'a été réalisé à ce jour sur ce sujet, mais l'exploitant s'est engagé à en faire réaliser un courant 2026. Concernant la manipulation des produits chimiques, l'exploitant indique que les employés du site sont tous équipés des équipements de protection individuels (EPI) nécessaires. Le stockage de l'HYDROFLO CT susmentionné est réalisé dans un atelier de petite maintenance. Ce dernier est frais, sec et la ventilation est jugée suffisante. Les récipients de stockage (GRV) sont fermés. Ces conditions sont satisfaisantes et permettent de répondre aux prescriptions de la FDS qui ont été contrôlées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser une exercice de manipulation de la vanne et transmettre le compte rendu de l'exercice réalisé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Tous les produits chimiques qui ont été vus sont soit placés sur des rétentions, soit dans des cuves équipées d'une double enveloppe. Il est constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans certaines rétentions, la présence de liquides ou d'encombrants ; • qu'il n'est pas possible de contrôler visuellement la rétention située sous le GRV d'huiles usagés. En effet, la palette située entre le GRV et la rétention masque l'éventuel contenu de cette dernière. <p>L'exploitant transmet un plan de localisation des produits chimiques de l'atelier, avec précisé le volume de produit chimique et les capacités de rétention associées. Il est constaté que</p>

(numérotations du plan) : - 7 - La capacité de la rétention (720 litres) est inférieure à 100 % de la capacité du récipient (GRV de 1000 litres) ; - 8 - La capacité de la rétention (666 litres), est inférieure à 100 % de la capacité du récipient (GRV de 1000 litres).;
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> • réaliser les travaux nécessaires à l'enlèvement des encombrants présents dans les rétentions et transmettre une photographie des rétentions désencombrées ; • enlever la palette masquant la visibilité de la rétention située sous le GRV d'huile usagée et, le cas échéant, nettoyer cette rétention des encombrants qu'elle est susceptible de contenir ainsi que transmettre une photographie de l'action réalisée ; • modifier ses stockages et/ou ses capacités de rétention, de façon à ce que les deux GRV susmentionnés soient placés sur des rétentions capables d'accueillir 100% du volume contenu en cas de déversement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
Constats : Il n'est pas constaté la présence de produits chimiques incompatibles stockés sur la même rétention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet un état des stocks des produits chimiques présents sur le site, précisant : nom du produit, fournisseur, volume, lien vers la FDS et date de la dernière mise à jour. Pour certains produits chimiques, cet état des stocks doit être mis à jour, idéalement au moins une fois par semestre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet une version à jour de l'état des stocks.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>